

FAITS SAILLANTS

- EN : Évaluer l'avancement des solutions durables
- Éducation en situation d'urgence, point sur les activités
- NO-SO : Aspect humanitaire, une crise silencieuse
- La Nouvelle Manière de Travailler est une approche intégrée et opérationnelle

CHIFFRES CLÉS

Personnes dans le besoin	4,3 M
Personnes ciblées	2,3 M
Pop. Déplacées interne	682 K
Réfugiés	352 K
Pop ciblées NO-SO	820 K
Retournés	101 K

FINANCEMENTS

299 millions
fonds requis (en USD)

13%
financés au 6 Mai 2019



Au sommaire

- NO-SO : une crise silencieuse 1
- Opérationnalisation du NWoW..... 2
- Évaluer l'avancement des solutions durables à l'EN..... 3
- Éducation : Point sur les activités . . 5
- En Bref 6

Nord-Ouest et au Sud-Ouest : une crise silencieuse

La situation humanitaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'est détériorée ces derniers mois. Depuis le début de l'année, 1 386 incidents sécuritaires ont été enregistrés. La violence et les affrontements entre les « séparatistes » et les forces gouvernementales, a entraîné une situation d'instabilité et d'insécurité élevées entraînant le déplacement forcé de 444 000 personnes dans ces régions et plus de 35 000 personnes réfugiées au Nigéria. La violence a également interrompu les activités agricoles. Quelque 312 000 personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence, ainsi que d'autres besoins essentiels comprenant les abris, les articles non alimentaires et la protection.

La crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest touche également les régions voisines de l'Ouest (32 000 personnes déplacées) et du Littoral (54 000 personnes déplacées). Cette année, la crise humanitaire a atteint un tournant avec 1,3 million de personnes ayant besoin d'aide humanitaire.

En matière de protection, les violations des droits humains sont autant perpétrées par les entités gouvernementales que par les groupes armés non-étatiques, comme les exécutions extrajudiciaires, la destruction de maisons et d'entreprises, les arrestations arbitraires et la torture, et des violences basées sur le genre (y compris des cas de viol).

Dans le domaine de la nutrition, il y a très peu de partenaires de mise en œuvre dans certains départements et la qualité des soins s'est fortement dégradée à cause des faiblesses du système de santé (chaîne d'approvisionnement, ressources humaines, formations) et de collecte des données (qualité, promptitude et complétude). Le manque de données fiables sur la nutrition pour les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest ainsi que les contraintes d'accès sont également un frein à la réponse.

Dans le domaine de l'éducation, depuis 2018, plus de 300 élèves et enseignants ont été enlevés - puis libérés - et au moins 74 écoles ont été détruites ; 80% d'enfants n'ont pas fréquenté l'école et risquent davantage d'être recrutés par des groupes armés. Il est rapporté plusieurs cas de mariages et de grossesses précoces.

Dans le domaine de la santé, les attaques contre le personnel médical et les infrastructures sont également devenues une caractéristique nouvelle et troublante du conflit avec 70 incidents signalés depuis 2018, y compris le meurtre de deux infirmières. Au moins 40 % des infrastructures de santé ont été détruits et 60% sont partiellement fonctionnels. Le secteur de la santé relève un très faible taux de transmission des informations avec moins de 20% de complétude et de transmission des rapports épidémiologiques.

Le secteur de l'eau, hygiène et assainissement relève un faible taux de financement, soit moins d'un pourcent, ainsi qu'une faible répartition des ressources disponibles à cause du contexte sécuritaire. Ainsi, l'une des contraintes majeures est l'insuffisance des ressources humaines tant en qualité qu'en quantité pour la réponse, mais aussi, la superposition d'une crise humanitaire sur des problèmes structurels.

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'insécurité et les contraintes d'accès humanitaire couplés au faible financement constituent les principaux freins à la réponse. La faible capacité de cartographie des besoins, la couverture géographique insuffisante des activités

humanitaires et la mobilité des populations accentuent les défis opérationnels. La forte perturbation des services étatiques ainsi que la sensibilité des activités d'éducation sont également des contraintes à prendre en compte.

Malgré la présence d'au moins 40 partenaires humanitaires dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et l'intensification de la réponse humanitaire avec plus de 100 000 bénéficiaires assistés en 2019, les contraintes liées au manque de financement continuent d'entraver la réponse humanitaire et la mise en œuvre d'une réponse plus ambitieuse. En effet, le Plan de réponse humanitaire pour le Cameroun (HRP) a ciblé 820 000 personnes dans ces régions pour 2019.

L'opérationnalisation du NWoW

La Nouvelle Manière de Travailler (NWoW) est une approche intégrée et opérationnelle qui vise à mieux répondre aux besoins humanitaires des personnes affectées par les crises, tout en répondant aux causes profondes structurelles des vulnérabilités. L'objectif est de créer des liens, de la cohérence et de l'harmonie entre les différents cadres de programmation et les différents acteurs afin d'optimiser les ressources existantes et d'avancer ensemble vers les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Cameroun : Aperçu du «New way of working»



Cette nouvelle manière de travailler se base sur un renforcement du lien humanitaire – développement dans l'optique de rapprocher les sphères humanitaires et de

développement dès le début d'une crise, pour soutenir les communautés affectées, répondre aux impacts structurels et économiques et aider à prévenir une nouvelle spirale de fragilité et d'instabilité.

La Nouvelle manière de travailler se base sur l'élaboration pluriannuelle et le développement de résultats collectifs. Elle invite les acteurs humanitaires et de développement à créer de nouveaux modes de collaboration et de partenariat pour assurer la continuité et la complémentarité des interventions. L'objectif est de réduire efficacement les besoins en aide humanitaire et ce faisant, de contribuer au projet à long-terme défini par les ODD en ne laissant personne pour compte. Cette responsabilité fondamentale figure également dans le Programme d'action pour l'humanité, hérité du Sommet mondial sur l'action humanitaire de mai 2016 à Istanbul. Le NWOW et le Nexus Humanitaire-Développement sont les deux faces d'une même médaille qui concourent à l'atteinte d'un objectif commun.

Au Cameroun, les bases de cette nouvelle manière de travailler se feront à travers une collaboration renforcée des forums humanitaire (Équipe humanitaire pays-HCT), de développement (Équipe pays des Nations unies-UNCT) avec le Gouvernement. La définition des priorités stratégiques pour l'Extrême-Nord, le bassin du Lac Tchad, le Sud-Ouest, le Nord-Ouest et l'Est, issues de la connaissance des enjeux du terrain par les acteurs opérationnels permettra d'identifier les résultats collectifs pour sauver des vies et améliorer le bien-être des populations camerounaises affectées par les différentes crises.

Une solution durable est trouvée lorsque les PDI « n'ont plus besoin d'aide ni de protection spécifique liées à leur déplacement et que ces personnes jouissent des droits de l'homme sans discrimination ».

Évaluer l'avancement des solutions durables à l'Extrême-Nord

La région de l'Extrême-Nord (EN) compte 253 813 personnes déplacées internes (PDI), 109 083 retournés et 79 787 réfugiés hors camp selon la Matrice de suivi des déplacements (DTM 17). La grande majorité (94%) est déplacée à cause du conflit lié à Boko Haram. Tout comme les communautés qui les accueillent, ces déplacés peinent à répondre à leurs besoins primaires en raison de l'insécurité, du manque de services sociaux de base et du difficile accès à la terre et à l'emploi. Dans le même temps, les personnes déplacées ont souvent des vulnérabilités propres à leurs déplacement, liées au manque de confiance des autorités, à la perte de leur papier d'identité ou au traumatisme vécu.

En août 2018, la communauté humanitaire a conduit une évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) dans l'ensemble de l'Extrême-Nord. Grâce à un échantillonnage à 24 strates, l'évaluation a permis d'obtenir des résultats représentatifs pour les quatre groupes cibles (PDI, retournés, réfugiés hors camps, communautés hôtes) et au niveau de chacun des six départements de la région. Cette évaluation a permis d'améliorer la compréhension des situations vécues par les PDI et retournés à l'Extrême-Nord. Elle permet une mise en perspective avec les conditions de vie des personnes hôtes afin de comprendre les problèmes communs qui méritent une réponse holistique.

Selon le Comité permanent inter-organisations (IASC),¹ une solution durable est trouvée lorsque les PDI « n'ont plus besoin d'aide ni de protection spécifique liées à leur déplacement et que ces personnes jouissent des droits de l'homme sans discrimination ». Ceci se traduit par le retour, l'intégration locale ou la relocalisation. **Huit principes directeurs** permettent de déterminer le degré de succès d'une solution durable : sécurité et sûreté ; niveau de vie satisfaisant ; accès à des moyens d'existence, restitution des habitations, de terres et de la propriété ; accès à la documentation personnelle ; regroupement familial ; participation aux affaires publiques ; et accès à des recours effectifs et à la justice.

¹ Le Cadre conceptuel sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays a été adopté par le Comité permanent inter-organisations en 2010

En prenant l'exemple du principe directeur n° 2 (l'accès à un niveau de vie suffisant), cette évaluation étudie les besoins et vulnérabilités spécifiques des populations déplacées et retournées² par rapport aux populations hôtes. Pour obtenir une vue d'ensemble des résultats et des recommandations de la MSNA.,

Analyse comparative de l'accès à un niveau de vie décent à l'Extrême-Nord

Le principe directeur n°2 de l'IASC implique que les personnes déplacées qui ont atteint une solution durable bénéficient d'un niveau de vie approprié, sans aucune **forme de discrimination**. Le concept de niveau de vie approprié varie considérablement selon le contexte mais il inclut au minimum d'avoir un abri, des vivres et de l'eau, et de pouvoir accéder à des soins de santé et à l'éducation.

Bien avant la crise, ces conditions étaient loin d'être remplies à l'Extrême-Nord. La région présente des indicateurs de développement humain faibles, une insuffisance des services sociaux et enregistre le taux de pauvreté le plus élevé du pays avec 74%³ de la population vivant sous le seuil de pauvreté.

L'évaluation multisectorielle des besoins dans l'Extrême-Nord nous informe sur l'égalité d'accès aux biens et aux services essentiels pour les personnes déplacées et communautés hôtes, notamment :

L'accès aux abris et au logement décent

Les données pour cet indicateur démontrent d'importantes variations entre les personnes déplacées, PDI ou retournés, et les communautés hôtes :

- La majorité des déplacés internes vit en famille d'accueil ou dans des abris de fortune avec l'appui de la communautaire qui apporte l'assistance en abris et articles non alimentaires. Cette proportion est de 43% pour les ménages retournés et 28% pour les communautés hôtes.
- Les PDI éprouvent plus de difficultés à trouver un logement que les personnes hôtes. Tandis que trois ménages hôtes sur quatre ne rapportent pas de difficultés spécifiques, 53% des PDI estiment faire face à des difficultés pour trouver un logement. Plus de la moitié éprouve cette difficulté à cause de manque de moyen et 12% déplore un manque de confiance envers les personnes déplacées.
- En moyenne pour les trois départements les plus affectés (Logone-et-Chari, Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga), 46% des retournés n'ont pas retrouvé leur logement d'origine ; pour 76% d'entre eux, la raison étant la destruction de leur logement. Les trois autres raisons les plus mentionnées sont l'occupation par un tiers, la perte du titre de propriété ou encore l'insécurité.
- Concernant la sécurité du logement, les PDI sont moins confiant sur la possibilité de pouvoir occuper leur logement dans les 12 mois à venir, avec 40% des PDI et 17% des ménages hôtes.

² Par soucis de clarté, le terme « personne déplacée » désignera ici les PDI et les retournés (qui possèdent encore des vulnérabilités liées à leur déplacement). Le cas des réfugiés hors camps, très différent et non couvert par le cadre de l'IASC, n'en fait pas partie.

³ Cité dans la Stratégie de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCP/RPBA), Banque Mondiale, Union Européenne, Nations Unies, 2017

L'accès à l'eau, hygiène et assainissement

L'accès à l'eau potable reste un défi pour l'ensemble des populations enquêtées. En moyenne, 62% des ménages indique ne pas avoir accès à de l'eau pour boire ou cuisiner ou en quantité insuffisante ; ce chiffre augmente à 81% dans le Mayo-Sava. En revanche, il ne semble pas y avoir d'accès différencié entre les personnes déplacées et les populations hôtes, les écarts se ressentant davantage selon les départements considérés.

D'autre part, les résultats confirment que les personnes déplacées et hôtes vivent souvent dans des milieux insalubres marqués par la présence d'excrétas humains à l'air libre. Un ménage sur quatre rapporte d'ailleurs qu'un membre a souffert de diarrhée au cours des deux dernières semaines.



L'accès à l'eau potable reste un défi pour l'ensemble des populations enquêtées. En moyenne, 62% des ménages indique ne pas avoir accès à de l'eau pour boire ou cuisiner ou en quantité insuffisante.

L'accès à la santé

Dans les trois départements les plus affectés, le centre fonctionnel le plus proche est majoritairement à plus de 30 minutes à pied, sans distinction selon les catégories de population. Les femmes et les filles sont 35% à expérimenter des difficultés pour y accéder, toutes catégories confondues, majoritairement en raison du cout et de la distance.

Les ménages retournés citent trois fois plus l'insécurité (19%) que les déplacés internes (5%) et les hôtes (6%) pour justifier leur manque d'accès à la santé. Cela confirme la difficulté d'accès spécifique aux services de base pour les personnes retournées, particulièrement les femmes et les filles. L'insécurité est également plus fréquemment citée comme barrière à l'accès à la santé pour les femmes et les filles dans le Mayo-Sava, avec 26% contre 6% en moyenne.

L'accès à l'éducation

L'accès à l'éducation pour les enfants déplacés varie considérablement selon le département considéré mais il semble systématiquement plus difficile pour les ménages déplacés internes. Dans le Logone-et-Chari et le Mayo-Sava, 42% des ménages déplacés internes concernés rapportent qu'aucun enfant ne va à l'école, soit deux fois plus que les ménages hôtes (21%).

La situation des retournés semble en moyenne plus favorable avec 68% des ménages où tous les enfants en âge scolaire vont à l'école, un pourcentage de scolarisation similaire aux ménages hôtes. En revanche, la situation des personnes retournées dans le Mayo-Sava est particulièrement difficile, avec 55% des ménages où aucun enfant ne va à l'école.

Dans le même temps, l'enquête confirme que les villages de retour ne disposent pas de suffisamment de structures scolaires fonctionnelles pour accueillir tous les enfants. Ce motif de non scolarisation est choisi par 14% des ménages retournés contre 8% pour les PDI et les hôtes. Les retournés (10%) et les PDI (9%) signalent aussi plus fréquemment qu'il n'y a plus de place disponible dans l'école.

Éducation : Point sur les activités

Le premier trimestre 2019 a été marqué essentiellement par la conduite des exercices de planification pour la plupart des acteurs du secteur de l'éducation. Au cours de ce trimestre, l'UNICEF a soutenu la réalisation d'une collecte des données dans les six sites des réfugiés aménagés à Ngam et Borgop dans la région de l'Adamaoua et à Lolo, Mbile,

Timangolo et Gado dans la région de l'Est ainsi que dans les arrondissements de Kolofata, Makary, Mora et Mayo Moskota à l'Extrême Nord. Le but de cette collecte est de disposer de données statistiques devant servir de base de ces localités qui accueillent des PDI et des réfugiés hors camp et qui sont ciblés par deux projets de réponse d'urgence financés par le Global Partnership for Education (GPE) et Global Affairs Canada (AMC).



Au cours du premier trimestre 2019, l'UNICEF a organisé des consultations communautaires en vue d'explorer les synergies possibles entre les écoles coraniques et les Centres Préscolaires Communautaires (CPC) dans deux arrondissements de la zone d'urgence, notamment Blangoua et Goulfeye, pour l'expérimentation de cette approche dans l'optique d'améliorer l'accès au préscolaire pour les enfants de 4 à 5 ans.

Dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest, l'UNICEF soutient techniquement et financièrement la réalisation en cours d'une évaluation conjointe des besoins éducatifs des enfants dans les deux régions anglophones. Un accord de partenariat a été signé entre l'UNICEF et l'Institution PAID WA pour la réalisation de cette évaluation dans sept départements et 60 arrondissements à travers le déploiement d'équipes d'énumérateurs ainsi que des superviseurs. L'ONG Plan International fournit un appui technique à travers le déploiement d'une équipe d'experts en éducation sur le terrain. Le Cluster Éducation quant à lui poursuit le reporting sur les fermetures d'écoles et organise des sessions de formation et des réunions de coordination des acteurs/partenaires présents sur le terrain.

Dans la région de l'Extrême-Nord, la contribution des membres du Groupe de Travail Éducation en situation d'urgence a permis d'assurer la formation de 90 enseignants, dont 20 femmes, sur quatre modules : la protection de l'enfant ; la discipline positive et l'éducation à la paix ; la gestion des classes multigrade et la pédagogie des grands groupes. Cette formation a été réalisée grâce à l'appui de Plan International dans les Inspections d'arrondissement de l'Éducation de Base de Makary et Logone Birni. Plan International a distribué 1995 kits d'apprentissage scolaires pour les enfants inscrits au programme de rattrapage scolaire et pour 420 élèves de classe de CM2 des écoles du Logone-Birni et de Makary au cours de ce trimestre.

A l'Est et dans l'Adamaoua, en l'absence de réunions de coordination depuis janvier 2019, la coordination du groupe de travail s'est rapprochée des partenaires pour des discussions bilatérales en vue d'une meilleure orientation des interventions et pour éviter des doublons sur le terrain. Un des résultats est la réorientation des interventions de l'organisation JRS dans le préscolaire. Ce partenaire a accepté de les ajuster en complémentarité avec celles déjà menées par l'UNICEF et d'autres partenaires. Dans ce même ordre, des discussions ont été entamées avec l'ONG Conseil Danois pour les Réfugiés (CDR). Les acteurs du secteur dans ces deux régions orientent essentiellement leurs interventions dans une dynamique de consolidation des acquis des urgences pour la reconstruction et la résilience.

A l'Est et dans l'Adamaoua, l'UNICEF envisage de redynamiser le Groupe Thématique Éducation à travers le renforcement de la résilience des communautés hôtes ayant été affectées par l'afflux massif des réfugiés de la République centrafricaine depuis 2014.

Avec l'annonce du financement de 7,76 millions de dollars du Global Partnership for Education (GPE) pour améliorer les conditions d'apprentissage des enfants pour une éducation inclusive de qualité dans les écoles primaires publiques des zones affectées à l'Est/Adamaoua, à l'Extrême et au Sud-Ouest et Nord-Ouest, l'UNICEF et ses partenaires vont lancer sous peu la mise en œuvre des activités du projet en étroite collaboration avec les autorités administratives des zones couvertes.

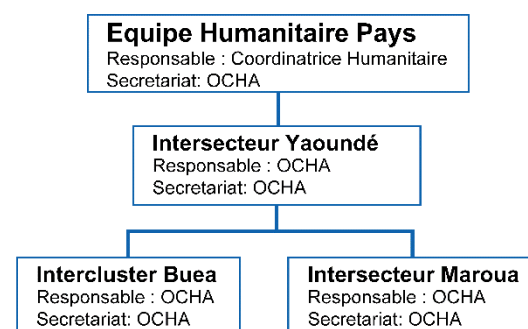
UNICEF envisage de redynamiser le Groupe Thématique Education dans les deux régions à travers le renforcement de la résilience des communautés hôtes ayant été affectées par l'afflux massif des réfugiés de la RCA depuis 2014.

En Bref

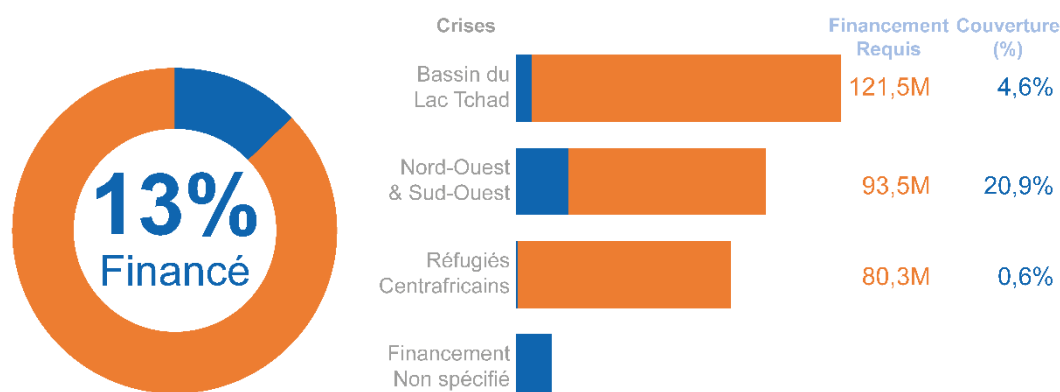
L'architecture de la coordination humanitaire au Cameroun obéit à deux approches. À l'Extrême-Nord, la coordination suit une approche sectorielle avec des groupes transversaux. Les secteurs sont chapeautés par l'inter-secteur à Maroua qui rapporte à l'inter-secteur à Yaoundé qui répond à l'Équipe humanitaire pays.

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'approche cluster a été adoptée avec l'activation de huit clusters depuis octobre 2018. On note également la présence de 4 groupes transversaux. Un inter-cluster (organe opérationnel), qui se tient sur une base mensuelle, assure la coordination des clusters de Buea et Bamenda et des groupes transversaux. L'inter-cluster à Buea et Bamenda rapportent également au chef de file sectoriels ONU à Yaoundé.

L'Inter-secteur à Yaoundé recevant des inputs de l'Extrême-Nord et du Nord-Ouest et Sud-Ouest, rapporte à l'Équipe humanitaire pays qui est l'instance de stratégie et de décision sous le leadership de la Coordinatrice Humanitaire.



Suivi des financements de la réponse humanitaire 2019*



Source : Service de suivi financier (FTS)* Au 17 Mai 2019

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Modibo Traoré, Chef de Bureau, traorem@un.org

Kemoral Jadjombaye, Chargé des Affaires Humanitaires, jadjombaye@un.org

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur le [site du bureau pays](http://www.unocha.org) | www.unocha.org | www.reliefweb.int